

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 18/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BALSAN SA**

BP 50  
2 Corbilly  
36330 Arthon

Références : VAT20250250  
Code AIOT : 0010000496

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement BALSAN SA implanté Corbilly 36330 Arthon. L'inspection a été annoncée le 21/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été programmée dans le cadre du plan de contrôle 2025, l'établissement faisant parti des sites prioritaires définis au niveau national pour ses rejets en substances per et polyfluoroalkylées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BALSAN SA

- Corbilly 36330 Arthon
- Code AIOT : 0010000496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Balsan SA exploite une installation de production de moquettes sur son site d'Arthon. Cet établissement a débuté la production sur le site il y a désormais plus de 50 ans. L'utilisation de Pfas pour protéger les moquettes a été historiquement très importante mais est en diminution conséquente depuis plusieurs années. Les molécules employées ont également évolué au fur et à mesure de l'évolution des connaissances et des formulations de produits antisalissures. Les Pfas étant très rémanents, leur présence dans les rejets peut toutefois persister plusieurs années après l'arrêt de l'usage des molécules.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle            | Référence réglementaire                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | 3. Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 60 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                  | Référence réglementaire                                            | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | 1. Déclaration des résultats GIDAF                                 | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4                        | Sans objet        |
| 2  | 2. Rejets aqueux de PFOS                                           | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32                       | Sans objet        |
| 4  | 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS | Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14           | Sans objet        |
| 5  | 5. Mesures d'investigation                                         | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2                        | Sans objet        |
| 6  | 6. Mesures de suppression/réduction                                | Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1 | Sans objet        |
| 7  | 7. Mesures de surveillance                                         | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2                        | Sans objet        |
| 8  | 8. Emulseurs .                                                     | Règlement européen du                                              | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire                                                                                          | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique) | 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants |                   |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les flux de substances per ou polyfluoroalkylées (Pfas) issus des procédés de production actuels apparaissent globalement maîtrisés, même si un doute sur la présence de Pfas dans les teintures existe. Les concentrations et les flux augmentent au cours des étapes de traitement des eaux résiduaires. Un renforcement du plan d'action est nécessaire pour mieux comprendre l'origine des flux rejetés au milieu naturel et envisager à terme la suppression ou la réduction de ces flux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats des 3 campagnes initiales ont été saisis dans l'application Gidaf. Une campagne complémentaire a été réalisée sur les eaux pluviales au nord du site (rapport d'analyse BALSAN - MS25-01481 du laboratoire SGS en date du 10/03/2025. Ce rapport justifie que les eaux pluviales ne sont pas polluées par les Pfas (tous les résultats sont inférieurs aux seuils de quantification de l'arrêté du 20 juin 2023).</p> <p>Les résultats complémentaires des campagnes de mesures réalisées dans le cadre du plan d'action ne sont pas saisis dans gidaf; toutefois, étant donné que les paramètres et points de contrôles sont évolutifs, la saisie dans gidaf n'est pas indispensable.</p> <p>L'exploitant agrège les données recueillies dans un tableur informatique.</p> <p>Les campagnes complémentaires (sauf ponctuelles) ont été faites avec le préleveur automatique de l'agence de l'eau.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 |
|-------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau<br/>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 ) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats</b><br/>Vu: les résultats des campagnes réglementaires saisis dans gidaf et les deux campagne complémentaires :<br/>-prélèvement du 16 au 17 09/2024 sur la sortie de STEP (rapport carso LSE24-151761) ;<br/>-prélèvement du 5 au 6 11/2024 sur la sortie lagune (rapport carso LSE24-180514).<br/>Les rejets de PFOS en sortie de lagune sont nettement plus élevés qu'en sortie de station d'épuration, respectivement 2,8 et 1,2 µg/L, sans toutefois dépasser le seuil des 25 µg/L.</p> <p><i>Pas d'écart constaté.</i></p>                                                                                                                                    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 3 : 3. Liste des substances PFAS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu: le courrier adressé le 6/9/2024 par l'exploitant à l'UiD 18 -36 mentionnant la liste des substances Pfas utilisées sur le site depuis 2001<br/>-la liste semble comporter une erreur sur les pfas contenus dans le produit Vertexco du fournisseur Avi protect 66 : le tableau mentionne la présence de PFBS et PFHx alors que le rapport</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>d'analyses SGS 14082503 visé dans le plan d'action mentionne la présence de PFBA et PFHxA (resp. 330 et 150 µg/L) :</p> <p>L'exploitant confirme qu'il existe une incohérence entre la déclaration du fournisseur et les résultats d'analyses menées par ses soins. Les données disponibles ne permettent pas d'affirmer si les autres Pfas contenus dans les produits de fournisseurs 3M et Archroma sont des PFCA ou des PFSA.</p> <p><b>Constat: la liste des substances Pfas nécessite d'être actualisée avec les données 2024 et les résultats des teintures, si celles-ci contiennent effectivement des Pfas.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu: le tableau de synthèse du plan d'action pfas transmis par courriel du 4/4/25.</p> <p>L'exploitant a réalisé les actions prévues dans son plan d'action dans les délais initialement envisagés. Les rejets directs de Pfas de l'usine vers la station d'épuration sont désormais évités, grâce à la mise en place d'une récupération des eaux issues de l'apporteur Mitters, lorsque des produits antisalissures à base de Pfas sont utilisés.</p> <p>Les analyses par sous-secteurs sur les principaux postes de rejets ne mettent pas en évidence de</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>flux significatifs.</p> <p>Les flux restent toutefois importants en sortie de station d'épuration et plus encore en sortie de lagune.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Le plan d'action doit être renforcé, poursuivi dans la durée et complété notamment par une étude technico-économique sur la possibilité de réduire les rejets.</b></p> <p><b>L'inspection proposera de formaliser les mesures supplémentaires à intégrer dans le plan d'action dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 5 : 5. Mesures d'investigation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : les résultats des campagnes de mesures des Pfas réglementaires et complémentaires, montrant un accroissement de la charge en pfas et en AOF entre l'entrée station d'épuration (STEP), la sortie STEP et la sortie lagune.</p> <p>Vu : les ratios entre AOF (mesure du fluor organique total exprimée en masse de fluor) et la somme des masses des Pfas quantifiés lors des campagnes : les Pfas quantifiés expliquent environ 5 à 10 % de la charge en fluor organique en sorties Step et lagune.</p> <p>Considérant la dérivation des eaux issues de l'applicateur Mitters, effective depuis 2024;</p> <p>Considérant que les résultats sont plus élevés en sortie de station d'épuration qu'en entrée, et plus élevé en sortie de lagune qu'en entrée ;</p> <p>Considérant que les résultats sur l'entrée de la station d'épuration sont issus d'un prélèvement ponctuel, non représentatif de la totalité des procédés et notamment de l'utilisation de teintures susceptible de contenir des Pfas, qui nécessiterait un prélèvement hebdomadaire;</p> <p>Considérant l'absence de données sur la présence de Pfas dans les boues de station d'épuration.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Le plan d'action doit être renforcé, poursuivi dans la durée et complété notamment par une étude technico-économique sur la possibilité de réduire les rejets.</b></p> <p><b>L'inspection proposera de formaliser les mesures supplémentaires à intégrer dans le plan d'action dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L. 110-1 :<br>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.<br><br>L. 523-6-1 /<br>La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.<br><br>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>Les données recueillies pour le moment ne permettent pas de dessiner une trajectoire de réduction des flux : la majorité des flux actuels seraient captés depuis la mise en place de la dérivation des eaux de l'applicateur Mitters, une interrogation subsiste concernant la présence de Pfas dans les teintures, mais les constats sur les flux d'AOF et de plusieurs Pfas quantifiés montrent un accroissement des concentrations au fur et à mesure des étapes de traitement. Aucun traitement capable de traiter les Pfas n'existe pour le moment, l'implantation d'un traitement spécifique aux Pfas en sortie de lagune n'apparaît pas envisageable selon l'exploitant en raison des contraintes techniques (éloignement, réseau électrique...)<br>Une meilleure identification de l'origine des flux, qui pourraient ne pas être liés aux process actuels mais résulter d'usages passés et de contaminations des ouvrages et sédiments est nécessaire avant de pouvoir entamer une étude technico-économique sur les solutions de traitement des Pfas sur les eaux rejetées au milieu naturel.<br><br><b>Constats :</b><br><b>Le plan d'action doit être renforcé, poursuivi dans la durée et complété notamment par une étude technico-économique sur la possibilité de réduire les rejets.</b><br><b>L'inspection proposera de formaliser les mesures supplémentaires à intégrer dans le plan d'action dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 7 : 7. Mesures de surveillance**

|                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 |
|------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :<br>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;<br>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; |
| <b>Constats :</b><br><br>Absence de suivi Pfas sur le boues de station d'épuration destinées à l'épandage agricole.<br><br><b>Constats :</b><br>L'inspection proposera de compléter le suivi des boues en intégrant les paramètres Pfas dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire.                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 8 : 8. Emulseurs . Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article 3<br>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.<br>[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]<br><br>Article 4<br>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:<br>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.<br><br>Annexe I<br>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux PFOS en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant présente la Fiche de données de sécurité (FDS) des émulseurs employés en chaufferie. Cette FDS, version 2023 concerne l'émulseur Bioversal QF-R , distribué par Bioversal                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

international GmbH.

La FDS précise que l'émulseur ne contient ni PFOS ni PFOA ni aucune autre substance persistante ou non biodégradable ou bioaccumulative.

***Pas d'écart constaté***

**Type de suites proposées :** Sans suite